

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

10 août 2023

Moyen-Orient

- Le 10 août, [B'Tselem, le centre d'information israélien pour les droits de l'homme dans les territoires occupés](#), a publié une mise à jour intitulée « Killings, Pogroms, Expulsion: Israel Disposesses Palestinians of their Lands Using Settler Violence ». B'Tselem y fait état d'attaques et de menaces répétées de la part de colons ciblant la communauté bédouine d'al-Qabun, à l'est de Ramallah, dont les membres ont été contraints d'abandonner leur domicile cette semaine. Al-Qabun est la quatrième communauté de la région qui est mise en fuite par les politiques israéliennes imposant des conditions intenable aux riverains afin de les pousser à partir, « ouvrant ainsi la voie à l'appropriation de leurs terres et à leur transfert à des ressortissants israéliens ».
- Le 10 août, [le Centre palestinien pour les droits de l'homme](#) a publié sa mise à jour hebdomadaire intitulée « Violations des droits de l'homme par Israël dans le Territoire palestinien occupé ». Ce rapport aborde les violations du droit à la vie, les démolitions d'habitations et les colonies ainsi que le bouclage israélien, les restrictions à la liberté de circulation et les punitions collectives.
- Le 10 août, [Peace Now](#) a publié une mise à jour intitulée « The Civil Administration acknowledges Extreme Discrimination in Building Permits and Law Enforcement Between Palestinians and Settlers » (L'administration civile reconnaît l'existence d'une discrimination extrême entre les Palestiniens et les colons en matière de permis de construire et d'application de la loi). L'ONG a indiqué que 95 % des demandes de permis de construire introduites par des Palestiniens ont été rejetées, tandis qu'une grande majorité des demandes des colons ont été approuvées. Elle a indiqué qu'entre 2016 et 2020, le taux de rejet des demandes de permis de construire était de 99 %. En outre, le même type de discrimination s'observe de la part de l'administration civile israélienne quant au taux de démolition de bâtiments appartenant à des Palestiniens par rapport à ceux appartenant à des colons.
- Le 7 août, [le Centre de ressources BADIL pour la résidence palestinienne et les droits des réfugiés](#) a indiqué qu'il avait conclu sa quatrième formation annuelle de mobilisation internationale sur les droits inaliénables du peuple palestinien. Cette formation s'est déroulée du 23 juillet au 2 août et a réuni 17 acteurs de la défense et de la mobilisation en faveur des droits des Palestiniens provenant du monde entier. L'objectif de la formation était d'améliorer et de renforcer la mobilisation internationale et de permettre aux participants d'acquérir une compréhension approfondie de la réalité de l'occupation de la Palestine.

- Le 3 août, le [Centre Al Mezan pour les droits de l'homme](#) a fait savoir qu'il avait aidé des membres de familles de Gaza touchées par les attaques israéliennes de 2014 à fournir des preuves à un juge d'instruction établi à Paris dans le cadre d'une enquête pour crimes de guerre visant à établir la responsabilité d'Exxelia, une entreprise française.

Asie et Europe

- Le 10 août, l'[Association France Palestine Solidarité](#) a mis en garde contre les attaques répétées des colons en Cisjordanie occupée. Elle a indiqué qu'au mois d'août, les attaques armées se sont intensifiées quotidiennement en Cisjordanie dans plusieurs localités situées entre Ramallah et Naplouse. Il s'agit notamment des villages de Masafer Yatta et du gouvernorat d'Hébron.
- Le 6 août, le [Centre palestinien pour le retour](#) a signalé que six familles palestiniennes vivant dans la communauté bédouine nomade d'al-Qabun, à l'est de Ramallah, ont été forcées de quitter leur maison en raison de la recrudescence des attaques des colons israéliens soutenus par l'État. Cette publication indique également que les violences perpétrées quotidiennement par les colons ont contraint environ 37 familles palestiniennes de la communauté bédouine isolée d'Ein Samiya, à l'est de Ramallah, à abandonner leurs habitations.

Amérique du Nord

- Le 7 août, l'[Institute for Palestine Studies](#) a publié l'article intitulé « In Australia, Recognition of Palestine is a Farce ». L'auteur y explique qu'il y a des objectifs beaucoup plus urgents à poursuivre, tels que les sanctions, les embargos et la suspension du commerce des armes, tout en invitant le parti travailliste australien à reconnaître le « colonialisme de peuplement » et l'« apartheid » dans le Territoire palestinien occupé.
- Le 7 août, [Americans for Peace Now a produit, en collaboration avec la Foundation for Middle East Peace \(FMEP\)](#), la série de podcasts « New Occupied Thoughts » sur les thèmes « La liberté d'expression en Palestine », « Comment Israël exporte la technologie de l'occupation dans le monde entier » et « L'incidence des bombardements et du blocus de Gaza sur la santé mentale de ses habitants ».
- Le 7 août, la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient \(FMEP\)](#) a produit un épisode intitulé « Israël a-t-il annexé la Cisjordanie ? » dans lequel Kristin McCarthy, de la FMEP, s'entretient avec Shira Livne, de l'Association pour les droits civils en Israël (ACRI), au sujet de l'annexion, y compris son lien avec les réformes judiciaires en cours, des changements importants en matière de gouvernance adoptés par le gouvernement israélien actuel et de la question de savoir si la Cisjordanie, ou simplement la zone C, doit être considérée comme annexée.

Nations Unies

- Le 30 août, le [Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) organisera sa 413^e réunion. À cette occasion, le Comité adoptera son rapport annuel 2023, le Professeur S. Michael Lynk (ancien Rapporteur spécial) présentera un exposé des conclusions de l'étude sur la légalité de l'occupation israélienne commandée par le Comité, et ce dernier examinera l'accréditation d'ONG.
- Le 5 août, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ([OCHA](#)) a partagé les observations de son porte-parole, Jens Laerke, sur la recrudescence des violences commises par les colons. M. Laerke a également mentionné la menace de démolition des habitations et autres biens palestiniens par les autorités israéliennes, de nombreuses communautés de Cisjordanie risquant d'être déplacées de force en raison d'un environnement coercitif comprenant les démolitions, les activités des colons et d'autres pratiques. Il a rappelé que les colonies israéliennes étaient illégales au regard du droit international et qu'elles aggravaient les besoins humanitaires en raison de leur incidence sur les moyens d'existence des populations, la sécurité alimentaire et l'accès aux services essentiels.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>